

15 septembre 1997 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Interview de M. Jacques Chirac, Président de la République, dans "Focus" le 15 septembre 1997, sur les positions française et allemande sur l'Union monétaire, la défense européenne et le commandement de l'OTAN, la coopération militaire européenne et la situation en Bosnie et en Algérie.

FOCUS - M. Kohl a fait de la question de l'euro une question de guerre ou de paix. Est-ce qu'il faut prendre cette image au sérieux et comment pouvez-vous envisager l'échec de l'euro ? Que se passerait-il en cas d'échec ?

LE PRÉSIDENT - D'abord l'image de la paix. Le Chancelier a depuis longtemps une vision de l'Europe de demain. Il a eu raison de parler de la paix. L'Europe a été construite avec un ensemble de pays qui se sont toujours fait la guerre. Elle a eu pour première ambition de créer des conditions permanentes de paix. Et c'est cela sa profonde justification.

Donc, tout ce qui va dans le sens d'un renforcement des liens existant entre les nations européennes va dans le sens d'un renforcement d'une paix durable en Europe et dans le monde.

FOCUS - Quelle est votre propre vision au cas où l'euro échouerait ?

LE PRÉSIDENT - L'euro n'a pas seulement des conséquences politiques et pacifiques. L'euro a également une vocation économique essentielle.

Le monde est actuellement très influencé par le dollar qui est lui-même fondé sur la puissance économique américaine. Avec l'euro, l'Europe possédera demain un instrument monétaire stable et solide et affrontera la compétition internationale. L'euro, c'est l'intérêt de l'Europe. Il renforcera la croissance économique de notre continent, et donc son progrès social.

L'Europe est la première puissance économique du monde. Elle doit avoir une monnaie qui permette d'utiliser tous les avantages de cette puissance économique. C'est la conviction du Chancelier, c'est aussi la mienne.

FOCUS - Sans euro pas de véritable progrès en Europe ?

LE PRÉSIDENT - On peut toujours envisager le progrès en toutes circonstances, si les hommes sont sages. Mais, parce que l'euro sera une monnaie solide, il sera un accélérateur de croissance et créera de l'emploi.

FOCUS - Dans ces circonstances, et étant donné l'importance que vous attachez à l'euro, est-ce que vous pensez que le débat, la polémique allemande, sur le 3,00 % n'est pas un petit peu limité, un peu réducteur ?

LE PRÉSIDENT - Vous savez la facilité est toujours mauvaise conseillère. Les 3 % et les autres critères ce n'est pas une vue de l'esprit, ce n'est pas une décision technocratique, c'est tout simplement une règle de bon sens.

Il faut être sérieux. Nous n'avons plus la croissance des 30 glorieuses. Nous n'avons plus, heureusement, l'inflation pour effacer nos bêtises. Nous devons être sérieux et gérer nos affaires sérieusement.

FOCUS - Donc cela signifie que pour vous 3,00 c'est le chiffre à respecter ?

LE PRÉSIDENT - Il y a des critères, et pas seulement le 3% £ ils ont été adoptés avec le Traité. Ils doivent être respectés. Il appartiendra, le moment venu, aux Chefs d'Etat et de gouvernement, sur la base des rapports de la Commission et de l'Institut monétaire européen de dire comment ces critères doivent être appliqués conformément au Traité et, par voie de conséquence, d'indiquer quels sont les pays qui sont en mesure d'entrer dans l'Union monétaire.

FOCUS - Mais, dans le Traité, il y a tout de même une marge de manoeuvre ?

LE PRÉSIDENT - Nous appliquerons le Traité comme prévu et comme il a été écrit. Le Chancelier a dit : « application du Traité s'agissant de la date et des critères ». J'ai exactement le même langage.

FOCUS - Il y a tout de même quelques gouvernements qui ont mené cette politique d'austérité et qui ont été désavoués par leur électorat.

LE PRÉSIDENT - Cela ne change rien.

FOCUS - Cela signifie en d'autres termes que l'on n'a pas besoin de tenir compte du sentiment majoritaire des électeurs ?

LE PRÉSIDENT - Les dirigeants sont élus, non pas pour suivre obligatoirement ce qu'indiquent les sondages, mais pour indiquer quelle est la bonne voie à suivre, quel est l'intérêt de la nation, de la paix, du développement économique et du progrès social.

FOCUS : Mais nous vivons en démocratie ?

LE PRÉSIDENT - En effet, nous sommes des démocraties. Un jour il y a des élections et à ce moment là le peuple se prononce mais il faut qu'il soit bien éclairé sur les conséquences de ses choix.

En France il y eu, sans aucun doute, une réaction contre une politique qui a été jugée par certains trop rigoureuse. J'en ai pris la responsabilité. Aujourd'hui, le Gouvernement, formé à partir de l'ancienne opposition, s'est donné les mêmes objectifs de respect des critères. Parce que c'est l'intérêt de la France et de l'Europe.

FOCUS - A votre avis quels doivent être les pays qui doivent en faire partie ?

LE PRÉSIDENT - Nous verrons en temps utile. Le plus grand nombre, dès 1999, c'est-à-dire ceux qui respecteront le Traité.

FOCUS - Alors est-ce que cela vaudrait la peine d'attendre l'adhésion britannique ? Puisqu'il y a eu un débat sur un éventuel retard dans la mise en oeuvre pour attendre les Britanniques.

LE PRÉSIDENT - Attendre, certainement pas. Il y a une date, elle doit être respectée. Sinon nous courrions le risque, en réalité, d'enterrer la monnaie unique. J'ajoute, que si la date était reportée, je suis persuadé que les conséquences sur les marchés des changes seraient très graves pour nos économies.

L'Angleterre, de par le Traité, a le droit d'entrer ou d'attendre. La décision sera prise d'ailleurs sous la Présidence anglaise. Je fais toute confiance au Gouvernement britannique. Il prendra la décision qu'il estimera la meilleure pour son pays. Soit d'entrer tout de suite, soit de reporter son adhésion.

FOCUS - Donc, repousser la mise en oeuvre du Traité de façon ordonnée, contrôlée et organisée ne vous semble pas possible ?

LE PRÉSIDENT - Je crois que ce serait une mauvaise solution pour tout le monde.

FOCUS - Mais possible ?

LE PRÉSIDENT - Non, je ne crois pas que ce soit possible. Je crois de surcroît que ce serait très dangereux pour tout le monde.

FOCUS - Concrètement, pourquoi dangereux ?

LE PRÉSIDENT - Ce serait une remise en cause beaucoup plus profonde qu'on ne l'imagine. Ce serait un risque de déstabilisation des marchés financiers et une très mauvaise affaire pour nos économies.

FOCUS - Est-ce que l'euro ne va pas avoir et induire sa dynamique propre qui aura pour conséquence, à terme, de limiter de façon assez sensible la souveraineté nationale ?

LE PRÉSIDENT - C'est un vieux problème que l'on a soulevé depuis le début de la construction européenne quand nous avons accepté que les prix agricoles, par exemple, soient fixés à Bruxelles et non plus sur le plan national. C'était une révolution culturelle au regard de la

proches et non plus sur le plan national. C'est une révolution totale au regard de la conception traditionnelle de la souveraineté. Plus personne ne pense aujourd'hui que le fait de ne pas fixer le prix du blé français à Paris met profondément en cause la souveraineté française.

FOCUS : Mais l'euro affecterait beaucoup plus que les prix agricoles la souveraineté nationale ?

LE PRÉSIDENT - Il en va de même avec l'euro. Le Traité est conforme aux Constitutions nationales. En France, en 1992, nous avons fait une réforme de la Constitution précisément pour rendre constitutionnelles les contraintes nouvelles de l'Union Economique et Monétaire.

FOCUS - Oui, mais ma question allait un petit peu au-delà de cela. La dynamique propre de l'euro peut nous mener à ce que la monnaie unique limite la marge de manoeuvre au plan économique et budgétaire d'un État membre ?

LE PRÉSIDENT - Oui, d'abord elle empêchera les États membres de faire trop d'erreurs. De ce point de vue, je ne regretterai pas que leur souveraineté soit limitée. Aucun pays ne pourra, par exemple, faire de dévaluation compétitive et irresponsable.

FOCUS - Mais est-ce que l'on dispose vraiment de moyens suffisants pour éviter ce genre de comportement et de politique ?

LE PRÉSIDENT - Oui, nous avons conclu le pacte de stabilité et de croissance à Amsterdam et à partir du moment où la monnaie est unique, les manipulations monétaires sont par définition impossibles et, s'agissant de l'harmonisation des politiques économiques, elle s'imposera d'elle-même. Tant mieux parce que nous bénéficierons ainsi d'une synergie de 350, 400, 450 millions de consommateurs et de producteurs. Ce qui est un élément capital d'une Europe qui doit être demain la première puissance économique du monde, donc, la première puissance monétaire et par conséquent l'une des toutes premières puissances politiques du monde.

FOCUS : La politique économique et financière est-elle suffisante ?

LE PRÉSIDENT - Nous ne construisons pas l'Europe des marchands, nous construisons une Europe qui sera une puissance politique, culturelle, humaniste et un fort élément de paix pour le monde de demain. Nous devons le faire tous ensemble, avec des politiques cohérentes. C'est un projet, c'est une vision de l'avenir.

On peut naturellement rester, chacun, dans notre petit coin, mais n'oubliez pas que la Chine émerge, que les Américains progressent, que l'Amérique du Sud, et l'ASEAN, demain, seront des blocs de puissance considérables. L'Europe, qui part avec un énorme avantage à la fois de civilisation, de compétence, de culture et puis d'organisation, car elle a été la première à faire de l'intégration régionale, l'Europe ne doit pas perdre cette avance, elle doit poursuivre.

FOCUS - Est-ce qu'un élargissement qui serait abusif ne menace pas l'avance de l'Europe ?

LE PRÉSIDENT - La question ne se pose pas comme cela. Naturellement, l'élargissement impose des contraintes supplémentaires. Il y aura encore plus de difficultés mais il n'y a pas d'alternative. L'Europe c'est la paix, c'est une famille dont on ne peut exclure personne.

FOCUS - Oui, mais il faut quand même trouver aussi les gens qui financent, qui payent, qui veulent bien payer pour l'Europe. Les Allemands se plaignent de la charge financière. Est-ce que vous avez une nouvelle possibilité de modifier les contributions ?

LE PRÉSIDENT - L'intérêt de tous est d'avoir de bonnes finances européennes, bien gérées et équitables. Tout peut être discuté, naturellement, mais ce n'est pas le moment.

FOCUS - Mais est-ce que vous trouvez qu'il est juste que l'Allemagne ait à payer quasiment 20 fois plus que la France ?

LE PRÉSIDENT - Les choses ne sont pas si simples. Vous ne comparez que des soldes. Il y a tout de même des règles, qui ont été faites d'un commun accord. Elles ont leur justification. Nous verrons s'il faut les modifier. L'Europe a bénéficié à tous ses membres et il faut conserver la solidarité entre nous.

FOCUS - Mais la France est aussi riche que l'Allemagne et depuis la réunification les choses ont bien changé et en tout cas l'Allemagne n'est pas 20 fois plus riche.

LE PRÉSIDENT - 20 fois, cela ne veut rien dire parce que ce sont des soldes, ce n'est pas la contribution. Alors cela n'a pas beaucoup de signification. A la limite si le solde était 0, 20 fois 0 ne ferait pas beaucoup. Si vous comparez l'ensemble des contributions de l'Allemagne et de la France pour les financements extérieurs, je suis sûr qu'il n'y aurait pas beaucoup de différence.

Vous savez, comme le dit le proverbe chinois : « ce n'est pas la richesse qui manque dans le monde, c'est le partage ».

FOCUS - Maintenant nous allons passer au sujet de la sécurité. En matière de politique de défense, la France continue à revendiquer une voie qui lui est propre. Est-ce que sans le Commandement Sud de l'OTAN pour la France, il n'y a pas de retour possible et de réintégration totale de votre pays dans l'OTAN ?

LE PRÉSIDENT - D'abord je n'ai pas dit le Commandement Sud pour la France. J'ai dit le Commandement Sud pour l'Europe.

Deuxièmement, je n'imagine pas que la France puisse réintégrer l'OTAN si les commandements régionaux ne sont pas assumés par des Européens. Je comprends que le SACEUR soit américain mais les commandements régionaux doivent être européens.

FOCUS : Mais c'est une question de prestige ?

LE PRÉSIDENT - Ce n'est pas une affaire de prestige, ce n'est même pas une affaire politique, c'est un problème - je dirais presque - de civilisation. Un grand ensemble dans le monde doit pouvoir assurer sa sécurité. Il a des alliances mais il doit pouvoir assurer sa sécurité. Donc ce qui est capital pour moi c'est la défense européenne, dans le cadre de la défense atlantique, dans le cadre d'un accord entre la défense atlantique et la Russie, mais une défense européenne.

Par conséquent nous devons avoir une organisation de l'OTAN, une nouvelle OTAN, qui permette de progresser efficacement vers une défense européenne. On a déjà fait des progrès mais nous ne sommes pas encore arrivés à l'objectif.

FOCUS - Mais il y a un certain nombre de conditions techniques qui ne sont pas encore remplies pour cela ?

LE PRÉSIDENT - C'est vrai.

FOCUS - Alors qu'est-ce qu'il faudrait faire encore au plan technique ?

LE PRÉSIDENT - On a fait un premier pas, capital, qui est la possibilité pour l'Europe d'utiliser les moyens de l'OTAN dans des opérations militaires qui n'intéressent pas les Américains et auxquelles ils ne veulent pas participer. Cela suppose naturellement qu'il y ait, dans cette hypothèse, une ligne de commandement proprement européenne. Le principe en est acquis, il faut encore le mettre en oeuvre.

Il faut aller plus loin. Il faut que l'Europe soit capable d'assurer sa propre défense en cas de besoin. Notre coopération avec l'Allemagne est très forte, très étroite. Nous avons pris d'ailleurs à Madrid les mêmes positions. Nous avons déjà très largement progressé dans le domaine de la coopération de nos forces. J'espère qu'au Sommet de Weimar nous ferons encore des progrès. Non seulement sur le plan de la coopération des forces, mais aussi sur le plan de la stratégie et sur le plan des industries de défense.

FOCUS - Est-ce que la France ne bloque pas quand même en fait la construction, l'élaboration, d'une identité de défense européenne, car les autres Alliés ne sont pas hostiles à ce que les Américains restent basés à Naples ?

LE PRÉSIDENT - La France est sans aucun doute le promoteur le plus actif de l'identité européenne de défense. C'est pour une large part sous son impulsion qu'a été adoptée, lors du Sommet de Madrid, la plus grande réforme de l'OTAN depuis sa création.

Un certain nombre de nos Alliés souhaitent en rester là car ils s'en remettent entièrement aux Américains pour leur défense. Ce n'est pas ma conception de la défense européenne. Moi, je suis pour une vraie unité de défense européenne. J'ai exprimé cette idée pour la première fois il y a plus de 20 ans devant la Fondation Konrad Adenauer.

FOCUS - Mais pourquoi n'avez-vous même pas consulté les Alliés européens avant de demander aux Américains de quitter leur base militaire ?

LE PRÉSIDENT - Attendez, je n'ai pas demandé aux Américains de quitter leur base napolitaine. J'ai dit que la nouvelle OTAN, qui est très différente dans ses missions de l'ancienne OTAN, devait être fondée sur un partage des responsabilités qui permette à l'Europe de mieux assumer les siennes. D'ailleurs, je constate qu'à juste titre l'Allemagne trouve très normal d'avoir le commandement Nord de l'Europe, et j'ai soutenu activement ce point de vue.

Je trouve qu'il appartient également à l'Europe d'assurer le commandement de la zone Sud. Les deux commandements en chef de l'OTAN appartiennent aux Américains, le commandement adjoint en Europe, appartient aux Anglais, ce qui me paraît tout à fait normal. Les deux grands commandements régionaux doivent appartenir aux Européens. Je suis très heureux que l'Allemagne ait le commandement Nord, et l'Europe doit aussi avoir le commandement Sud. C'est une autre répartition des responsabilités de commandement que je demande.

La France ne bloque rien. Il ne faut pas oublier que nous avons pu signer à Paris un accord historique de partenariat entre l'OTAN et la Russie.

FOCUS - Vous allez donc en décembre donner votre accord à la réforme de l'OTAN, même si la question du Commandement Sud n'est pas réglée ?

LE PRESIDENT - Cela dépend de ce que vous appelez la réforme. Je ne donnerai pas mon accord pour le retour de la France dans l'OTAN si le problème de la répartition des responsabilités n'est pas profondément revu. Mais cela ne change rien à la réforme de l'OTAN, que j'approuve.

FOCUS - Cela signifie donc que la France, dans une certaine mesure, se prive de la possibilité de participer activement à la réforme dès le début, et se prive d'une certaine influence. Cela ne vous stresse-t-il pas ?

LE PRESIDENT - Permettez-moi de vous dire que c'est comme cela depuis 30 ans, et que nous n'avons pas été pour autant « stressés ».

FOCUS - Je voudrais enchaîner sur une autre question, à savoir qu'il ne s'agit pas seulement du commandement, mais qu'il s'agit aussi de savoir ce que l'on commande. Est-ce que l'Europe a matériellement la possibilité d'assumer sa propre défense dans l'ordre : le renseignement, la logistique, les avions de transport et des forces armées puissantes, donc entre parenthèses le problème des armes nucléaires ?

LE PRESIDENT - Il n'y a pas d'indépendance, de souveraineté, si on n'a pas une information fiable. L'information qui vient de l'extérieur ne l'est jamais, même lorsqu'elle vient des meilleures sources, l'expérience le prouve chaque fois qu'il y a eu crise. L'Europe doit donc avoir son système d'information, d'où l'importance que l'Allemagne et la France attachent aux programmes Helios 2 et Horus. Je sais que nous sommes contraints tous les deux par les restrictions budgétaires d'envisager certains retards, si on ne peut pas les éviter. Mais c'est capital pour l'indépendance et la souveraineté de nos nations.

FOCUS - En ce qui concerne la logistique, les avions de transport ?

LE PRESIDENT - Chacun sait que nous n'avons pas d'avion de transport moderne. Il faut que nous en fassions un ensemble. Les études sont engagées, vous avez pu en voir au dernier Salon du Bourget la maquette, et la France et l'Allemagne, avec d'autres, doivent se donner les moyens de construire un tel avion.

FOCUS - Mais de tels projets échouent souvent du côté allemand parce que l'on demande essentiellement à l'Allemagne de payer et on ne lui laisse pas beaucoup de place du point de vue industriel, en général, la France revendique le leadership industriel dans ce genre de projets ?

LE PRESIDENT - Il y a eu des évolutions. Il y a eu une époque où la France était incontestablement leader en matière aéronautique. Aujourd'hui, l'industrie allemande est une industrie du premier niveau. Nous ne pouvons pas éviter, compte tenu de ce qui se passe, notamment aux Etats-Unis, d'avoir une industrie européenne commune dans le domaine aéronautique et spatial. Et ceci doit se faire dans un partage équitable, je ne veux pas parler des modalités techniques, mais le partage de cette nouvelle industrie européenne doit être équitable, et cette industrie doit avoir comme fondement principal un accord germano-français.

FOCUS - Où trouverez-vous les finances pour cela ?

LE PRESIDENT - Cela dépend de ce dont il s'agit. Pour les satellites, c'est pour une large part un financement public. Pour l'aéronautique, ce doit être un financement privé. Ce sont des accords qui doivent se passer entre les entreprises concernées. Et ce n'est pas facile, notamment en raison de la structure de l'industrie française qui est en partie nationalisée.

FOCUS - C'est en matière de politique nucléaire que la France a la position la plus exposée. Dans quelle mesure est-ce que la force de dissuasion française peut être intégrée ?

Dans quelle mesure espère-t-on que la force de discussion française peut être intégrée ?

LE PRESIDENT - C'est une question difficile, qui doit être posée, et la France n'y est pas du tout hostile, mais qui ne peut pas se traiter sur la place publique.

FOCUS - Est-ce que vous seriez disposé à faire une nouvelle offre en la matière à l'Allemagne ?

LE PRESIDENT - Vous savez, ces sujets provoquent les passions et je crois qu'il faut en parler avec raison. Pour l'Allemagne, la France n'a pas de sujet tabou. Quand il s'agit de l'Allemagne, nous sommes toujours prêts à discuter. Je crois qu'on sous-estime souvent la réalité et la solidité du lien franco-allemand. Je crois qu'il se renforce année après année, notamment avec l'arrivée des jeunes générations. Il apparaît maintenant à tout le monde comme à la fois normal et nécessaire, et donc nous sommes des gens qui peuvent parler de tout entre eux.

FOCUS - Ce qui signifie que vous pourriez envisager que la position allemande en matière de force nucléaire évolue également, puisque vous savez que pour le moment en Allemagne on dit : "nous ne voulons pas avoir le doigt posé sur le bouton nucléaire".

LE PRESIDENT - Je ne demande rien. Nous sommes entre amis, et nous respectons naturellement la position allemande. Disons simplement que nous sommes ouverts à toute discussion, mais nous sommes avant tout respectueux de la position allemande. Cela ne pose aucun problème. Je n'ai jamais eu avec le Chancelier la moindre divergence de vues dans ce domaine. Pour dire la vérité, je n'ai jamais eu d'ailleurs de divergence de vues sérieuse avec le Chancelier.

FOCUS - J'aurais aimé évoquer la Bosnie. Est-ce que vous êtes satisfait de la politique occidentale, de la politique de l'OTAN ou bien est-ce qu'il vous semble qu'il faille prendre une nouvelle initiative ?

LE PRESIDENT - Je trouve que les choses vont le mieux possible dans un contexte difficile. Je suis surtout très satisfait de la coopération germano-française en Bosnie.

FOCUS - Est-ce que vous pensez que les troupes de l'OTAN devraient rester encore l'année prochaine en Bosnie ?

LE PRESIDENT - Je pense qu'il serait sage de laisser des troupes, probablement moins nombreuses, mais capables, je dirais, d'assurer la sagesse : la peur du gendarme, c'est le début de la sagesse. Naturellement, dans cette hypothèse, je considère que les Américains, impliqués fortement dans le processus de paix depuis Dayton, doivent partager la responsabilité avec les Européens. En clair, je n' imagine pas qu'on puisse maintenir là-bas une force dans laquelle les Américains et les Européens ne seraient pas à égalité.

FOCUS - En Allemagne c'est de plus en plus perçu comme un problème le fait que le Chancelier soit le seul Européen convaincu, et même au sein de son propre parti, les euro-sceptiques et les adversaires de l'Europe gagnent en nombre et en force ?

LE PRESIDENT - Je ne veux pas faire d'ingérence dans les affaires intérieures de l'Allemagne. Nous avons aussi en France des euro-sceptiques, à droite et à gauche. Je suis respectueux des avis de tout le monde. Je dis simplement que je ne crois pas que l'avenir soit chez les euro-sceptiques. Il y a toujours eu des défenseurs des idées d'avant-hier.

FOCUS - Vous semble-t-il possible de commencer une union économique et monétaire sans que l'on envisage d'arriver à long terme à une vraie union politique ?

LE PRESIDENT - Vous savez, Guy DRUT, qui a été Ministre des Sports et qui a été aussi médaille d'or aux Jeux Olympiques de Montréal pour le 110 m haies, a l'habitude de dire : "une haie à la fois" c'est le secret de la réussite. C'est vrai aussi pour la construction européenne.

FOCUS - Est-ce que, en ce qui concerne l'Algérie, qui est un problème important, vous voyez la possibilité de faire quelque chose ? Pour le moment le gouvernement algérien reste extrêmement fermé au dialogue et très dur sur ses positions.

LE PRESIDENT - Le dialogue avec qui ?

FOCUS - Par exemple, le gouvernement algérien n'a pas accepté la plate-forme commune de Rome ?

LE PRESIDENT - Je ne veux pas faire d'ingérence dans les affaires de l'Algérie. S'agissant du dialogue, vous pensez que l'on peut dialoguer avec des gens qui égorgent les femmes et les enfants ? Ceux qui égorgent des femmes et des enfants disent clairement qu'ils ne veulent pas

dialoguer.

FOCUS - Oui, mais le FIS voulait le dialogue, cherchait le dialogue, mais on l'a refusé ?

LE PRESIDENT - J'insiste, je ne veux pas faire d'ingérence dans les affaires de l'Algérie. Il faut bien sûr une solution politique à la crise actuelle, mais cela relève des responsables algériens. Ce que je souhaite, c'est que la France, qui a plusieurs centaines de milliers d'Algériens sur son territoire, et qui a l'Algérie à ses portes, ait des relations sereines, apaisées et de coopération avec l'Algérie.

FOCUS - Une question pour terminer. Briguez-vous un deuxième mandat ?

LE PRESIDENT - Restons dans l'actualité.

FOCUS - Qu'est-ce que vous auriez à cœur de faire qu'en tant que Président vous n'avez pas pu faire ?

LE PRESIDENT - Beaucoup de choses, et je n'ai pas terminé mon mandat. J'aimerais surtout, et j'en parle souvent avec le Chancelier, essayer de contribuer à résoudre un problème actuel : comment assumer les conséquences de la mondialisation, sans marginaliser certaines personnes, ni certains pays ? Je suis convaincu de la nécessité d'un modèle social européen qui nous permette d'assurer la mondialisation et de tirer parti de ses avantages, sans pour autant en exclure les membres plus faibles de la société, qu'il s'agisse des êtres humains ou des pays.

FOCUS - Nous vous sommes très reconnaissants.

LE PRESIDENT - Dankeschön (en allemand dans le texte).

En encadré :

J'aimerais pour finir, saisir l'occasion de cet entretien pour saluer le peuple allemand. J'ai beaucoup de respect, d'admiration et d'amitié pour les Allemands et je me réjouis toujours de voir réunis de jeunes Allemands et de jeunes Français. Je crois que nos traditions, notre culture et notre humanisme -au-delà des accidents de l'histoire- constituent un fondement important pour l'évolution de l'humanité. Nous devons en permanence approfondir nos compétences complémentaires et laisser de côté si possible ce qui nous divise. Ces divergences sont d'ailleurs tout à fait naturelles du fait de nos intérêts différents. Mais nous devons tout faire pour renforcer systématiquement nos points communs, également dans le domaine culturel et linguistique. Je souhaite agir dans ce sens.